

De l'histoire locale à l'histoire mondiale: enjeux et problèmes d'un renouvellement de l'enseignement de l'histoire

Henri Moniot, Université Denis Diderot - Paris 7

1. Une nouvelle donne, à l'enseignement de la mondialisation

Mondialisation et globalisation sont entrés récemment dans le lot de nos grands mots. Ce qu'ils désignent est réel, et fort. Une interaction généralisée lie aujourd'hui les diverses parties de l'humanité. L'échange à l'échelle planétaire marque tous les domaines. L'intensification des flux, l'accélération des croissances (des populations, des villes, des productions d'informations...etc), celle des distorsions et des inégalités qui se font dans leur foulée, font éclater des cohérences précédemment localisées. Le contrôle des réseaux l'emporte sur celui des territoires. Les sens sociaux installés sont ébranlés, se dissolvent, s'interpénètrent, se remanient... Cette interaction mondiale s'analyse comme un tout, elle s'analyse aussi comme facteur de transformation des situations et des évolutions plus régionales : le monde est devenu l'environnement prégnant de tous les espaces, et progresse la prise de conscience que nous sommes tous embarqués sur une même Terre.

Un tel constat peut être le fait d'analystes froids (1). Il se dit aussi sur des modes plus affectifs. Celui du *lamento* : « tout fout le camp », nos vraies communautés, les vieilles patries, sont niées, nos cultures sont trahies par le cosmopolitisme... Ou sur le thème optimiste et chaleureux du « village planétaire », du « patrimoine de l'humanité » et des « valeurs universelles ». De tels prolongements nous touchent aussi : nous en vivons bien, au moins un peu, comme en vit notre public de consommateurs d'histoire, de professeurs d'histoire, d'élèves, de parents d'élèves.

Même en nous limitant au registre « froid », nous devons aussi relativiser et apprivoiser ce constat de « mondialisation ». Relativiser dans le temps : une partie de ce qui est ainsi pointé s'amorce avec ce que les Européens appellent, en toute candeur et fatuité réunies, les « grandes découvertes » : une forme de mondialité intercontinentale transocéanique. Une autre part est lancée au long du XIX^{ème} s., quand presque toutes les sociétés non occidentales connaissent, par l'intrusion européenne, ce que l'Occident découvre à son tour aujourd'hui : l'élargissement incongru de l'environnement prégnant, la mise à l'épreuve des sens sociaux installés, le choc et la disponibilité d'autres sens venus d'ailleurs. Une part enfin est propre à notre siècle finissant : l'accélération de tant de données, qui dérègle nos consciences d'avoir prise sur l'avenir, l'instantané de l'information...etc . Relativiser le portrait donné : l'homogénéisation remarquée du monde s'accompagne d'agressives revendications identitaires, la modernité économique s'invente sous des formes diversifiées, les « messages » et les données culturelles qui circulent à l'échelle planétaire sont relus, repris, réinterprétés dans de nouvelles « inventions de la différence », le système politique international se régionalise à frais nouveaux, l'universalisation reste ambiguë et gérée dans la pluralité (2).

Cette question de la « mondialisation/globalisation » nous intéresse à deux titres:

- comme une des clés de la présentation et de l'intelligibilité du temps présent et des temps récents, qui sont une plage importante de notre enseignement
- par l'ébranlement éventuel que cette nouvelle donne des sociétés humaines apporte à l'enseignement de l'histoire lui-même, à son portrait et à ses fonctions, tels qu'un bon siècle d'institution et de présence active les avait quasi « naturalisés » dans d'assez nombreux pays., et que notre *Société internationale pour la didactique de l'histoire* trouve évidemment dans son héritage. C'est ce second titre qui me mobilise ici. Il est vrai que les historiens et les didacticiens de l'histoire rencontrent aujourd'hui quelques points très sensibles. Ces points sensibles viennent-ils directement de la « mondialisation » ? ou l'accompagnent-ils ? Ou celle-ci et ses effets révèlent-ils seulement à frais nouveaux, une nouvelle fois, la vieille nature ambivalente et problématique de l'enseignement de l'histoire ?

Sous la variété foisonnante et parfois contradictoire de ses discours justificatifs, l'enseignement de l'histoire, depuis son installation comme discipline scolaire dans des systèmes éducatifs institués, a une assez forte permanence de nature, constitutive, bâtie autour d'une ambivalence. Une ambivalence ne se vit jamais facilement. Mais, dans son principe, celle-ci se porte encore très bien. Avant de voir tout ce qui grince aujourd'hui, jetons un coup d'œil sur ce principe durable : au cœur, au centre de l'enseignement de l'histoire, rien de nouveau.

2. Au centre, rien de nouveau

L'histoire qu'on enseigne existe sous le double signe de la connaissance et de la connivence.

Sous le signe de la connaissance, en ce qu'elle renvoie, comme d'autres disciplines scolaires, à une science universitaire tutélaire, qui lui donne aliment, armature intellectuelle et légitimité : l'histoire des historiens telle qu'elle a pris figure au XIXème s., qui se flatte de construire une connaissance critique, et partageable au sein d'une communauté savante. Comme d'autres connaissances raisonnablement fondées, on l'a estimée un jour utile à la formation des individus modernes et responsables qui vivent sous un pacte social au moins virtuel, au sein d'une entité politique.

Sous le signe de la connivence, parce que cette utilité sociale ne passe pas par le détour d'applications techniques ou cliniques qui auraient à se faire compétence pratique ou professionnelle. On la voit comme une consommation commune, qui nourrit les pensées, les représentations, les sentiments, les argumentations, les références, les pratiques culturelles.. Elle est précisément là pour entretenir, développer ou révéler la connivence en société.

Que cette situation donne ou ait donné prise à beaucoup de naïveté ou de manipulations est une autre affaire (que je ne répute pas mineure !). Ce qui me retient ici est que l'histoire historique elle-même porte cette ambivalence de l'histoire enseignée, et que l'histoire enseignée elle-même peut revendiquer cette posture critique de l'histoire historique. Les sciences physiques et naturelles ont un propos relativement autonome et distancié. L'histoire, aussi critique et savant que soit son discours, baigne dans l'ensemble du discours social, en vient, y repart, n'a pas d'autre amont et d'autre aval que la communication sociale. Elle est convaincante comme une rhétorique, ses

problématiques viennent de l'héritage culturel ou de l'air du temps, ses trames argumentatives et narratives sont de celles qui font sens dans les communautés où elle circule. Sa compréhension, sa réception, son exercice partagé passent alors par quelque conscience de cet « intertexte » grandiose où son « texte » spécifique trouve vie, expression, résonance. Pour que le propos spécifique de l'histoire historienne (enseignée, lue, écrite...) porte bien ses programmes de vérité, il faut alors qu'il s'accompagne intimement des postures intellectuelles de lucidité dans l'usage et dans la représentation du passé, sans quoi le sens des connaissances énoncées est livré à tous les hasards. Enseigner l'histoire, ce n'est pas seulement enseigner des énoncés bénis par des historiens qui les ont produits raisonnablement, c'est enseigner aussi la familiarité avec un usage raisonnable des énoncés historiques. Des didacticiens l'ont déjà souligné et y ont travaillé.

Symétriquement, cet « intertexte », ce monde social du sens, cette vie culturelle, politique, quotidienne...à partager en société ne sont pas l'ennemi ou l'étranger du propos historien, un lieu impur dont il faudrait protéger l'exercice objectif de l'histoire. L'enseignement ne peut être institué que pour servir à l'insertion sociale. En disant la réalité du passé, les « faits », l'histoire dit aussi qu'ils ont un sens, elle le fait en usant nécessairement du langage et des autres munitions symboliques des communautés où elle se construit et se propose, ses programmes de vérité sont en congruence avec ce qui est pensable et dicible, avec les normes morales, les trames narratives, les références sémantiques communes, l'usage cognitif des métaphores et des stéréotypies...Son lot n'est pas d'échapper au sens social installé, comme pour révéler d'en haut son être à la société, il est de faire travailler ce sens, explicitement, en pensant tout haut avec les lecteurs et les élèves.

Le pendant social pratique de l'esprit critique historien est dans une volonté de réalisme - une posture qu'on juge en général bonne conseillère pour les affaires individuelles. Son pendant social moral est une éthique de la communication partagée, sans exclusion à ce partage. C'est ainsi que l'enseignement de l'histoire se démarquera du fantastique social et du conformisme, que la société sait si bien enseigner sans l'école.

3. Des points très sensibles d'aujourd'hui

Qu'ils soient effet, signe ou simple accompagnement de la « mondialisation », quelques points très sensibles grincent aujourd'hui plus fort qu'hier dans notre paysage familier.

L'âge de l'histoire des historiens, de sa consommation culturelle et politique publique, et de son enseignement, - les XIXème - XXème s., - a vécu sur une idée sous-jacente de l'histoire qui fut sa philosophie foncière, au point d'être devenue comme évidente. Koselleck (que je vais évoquer ici de façon outrancièrement simplifiée) a montré comment à la fin du XVIIIème s. le mot « histoire » devient, intellectuellement, utilisé tout seul (sans complément déterminatif) et au singulier, pour apprivoiser la représentation d'une entité dans le cours de laquelle nous sommes, comment s'installe une temporalisation de l'histoire, comment la connaissance du passé comme réservoir d'exemples (*historia magistra vitae*) fait place à l'idée que l'homme a des prises sur ce cours de l'histoire en maîtrisant une tension entre « horizon d'attente » et « espace

d'expérience », dont les deux représentations sont solidaires l'une de l'autre. La Révolution française a dit, politiquement, des choses du même ordre. Depuis, dans des gestions plus ou moins sophistiquées ou explicitées, politiciens, militants, citoyens, patriotes, sens commun...vivent avec l'idée d'un cours de l'histoire, d'un sens de l'histoire, d'une garantie de l'avenir lisible dans son récit, et d'une construction du passé faite à la lumière du projet.

Il est patent que cette forme de pensée, qui était devenue « enchantée », se porte mal désormais. La réalité l'a démentie. J'en donnerai seulement deux échos. Pour la France, Pierre Nora a fait récemment le diagnostic que « l'histoire-mémoire » à la Lavis, qui faisait du récit orienté du passé national la garantie de l'avenir, ne tenait plus la route : selon ses mots, le mythe a cédé la place au patrimoine et aux mémoires multiples, les historiens ne peuvent plus être des prophètes et des notaires, ils instruisent aujourd'hui en jetant sur les objets les plus diversifiés de ce patrimoine un regard toujours affectueux mais distancié, un regard historiographique, car le sens de ces objets a changé au long des temps, et il est nourrissant de savoir qu'il a changé (3).

Différemment, la réflexion sur nos scientificités d'une part, et l'état de la « mondialisation » d'autre part, mettent aussi en cause ce cours trop maîtrisé de l'histoire. Dans le rapport élaboré par dix savants diversifiés, pour la fondation Gulbenkian, sous la direction d'Immanuel Wallerstein (4), il est remarqué qu'aujourd'hui les sciences de la nature soulignent la non-linéarité, la complexité, la valeur des interprétations qualitatives..., qu'elles désignent des systèmes complexes auto-organisés, qui ne sont pas en équilibre, où le futur est incertain, elles prennent l'idée d'événement... et que ce remaniement de modèle intéresse les sciences sociales, qui affrontent aussi des systèmes complexes, et qui ont aujourd'hui à proposer non des certitudes, mais des utopies qui puissent nourrir la créativité humaine, et doivent mettre l'accent sur le temporel et l'instable, au sein d'un souci maintenu d'intelligibilité du monde. Et Olivier Dollfus, au début du petit livre que j'ai cité plus haut (1), rendait sensible son propos par la notation suivante : « La globalisation est-elle responsable des « accélérations dans l'accélération » conduisant, comme le suggère Michel Beaud, à un « basculement du monde » dans l'éclatement des différences ? Assiste-t-on à un dérèglement du « système-monde » par la multiplication des rétroactions positives qui, à terme, conduisent à une « catastrophe (au sens systémique du terme, c'est à dire au passage d'un système à un autre) préalable à une recomposition ? »

Tout cela rend l'histoire moins gratifiante. Elle remplissait allègrement la fonction des idéologies : réduire l'angoisse et l'incertitude. Je ne prétends certainement pas suggérer une philosophie de remplacement. Plus prosaïquement, il me semble que nous sommes plus vivement obligés qu'hier à ne pas biaiser avec le caractère construit (dans le présent) de la connaissance historique, à faire clairement et constamment reconnaître cette donnée. La recherche historique propose des savoirs sur ce qui fut réalité passée, mais « l'histoire », c'est aujourd'hui dans la tête, c'est un état de notre pensée, ce n'est pas la réalité passée devenue douée de parole et de sens et qui se décanterait en son essentiel. En l'affaire, ce sont toujours des vivants qui parlent et qui pensent, non les morts, ni « l'histoire ». Des connaissances fortes sur les expériences humaines passées sont possibles, et utiles pour juger de l'aujourd'hui et du proche avenir, et pour y agir, mais en notre nom, et sous notre responsabilité, selon des modes de validité que nous construisons dans nos confrontations d'aujourd'hui. La première manifestation de la vérité historique est de ne pas faire croire qu'elle parle depuis hier.

La nécessité de nous démarquer du fantastique social se voit aussi dans le vertige qui prend plus souvent que jadis les historiens devant les conséquences de leurs métaphores et de leurs fabrications identitaires. L'histoire et l'enseignement de l'histoire ont beaucoup joué et jouent encore avec les « ancêtres ». Pourquoi pas.... s'il reste clair qu'en histoire les ancêtres naissent par l'aval, quand des descendants les élisent pour tels. C'est d'abord l'effet d'une métaphore répandue, qui fait que les groupes se représentent et se racontent comme une personne - et il est vrai que le social s'élabore notamment par cette projection des attributs de l'individu à un collectif (unité, permanence, cohérence, ascendants, origines...) Mais cet anthropomorphisme n'est évidemment pas le produit de l'analyse historique, ici bien complaisante alors qu'elle est si résolument distanciée du sens commun, depuis longtemps, s'agissant des durées, de la chronologie, et des faits établis par critique documentaire ; le social ne mérite pourtant pas moins d'égards, ni de ruptures avec les facilités communes ! Les ancêtres doivent se mériter, par choix clair de filiations, intellectuelles ou autres, qui peuvent sauter par dessus des discontinuités réelles, ou par fréquentation active d'un passé qu'on fait rejouer consciemment au gré des besoins d'aujourd'hui, ou par reconnaissance de continuités discernables dont on tire enseignement et/ou qu'on souhaite mémoriser. Faire des razzias, pour des causes actuelles, sur des gloires du passé qu'on prétend interdire à ceux dont on se déclare aujourd'hui différents, c'est un tout autre métier.

Et c'est précisément du côté des « identités » que le métier d'historien grince aujourd'hui, - et ne grince pas encore assez partout. Nos sciences humaines, aux XIXème et XXème s., ont puissamment nourri des immatriculations des êtres dans des entités quasi substantielles : nations vues comme des natures historiques, répartition de l'humanité dans des herbiers de cultures ou de races, organicisme social... Certes, les groupes se font constamment une représentation du « nous », mobilisant bien des ingrédients (depuis le sang et le sperme jusqu'à l'ineffable de la pensée) ; c'est un fait important à étudier, mais il serait assez ahurissant de voir nos sciences sociales croire pouvoir dire les « vraies » identités, puisque celles-ci s'inventent et se réinventent sur le tas dans les présents successifs. Leur observation dégrisée les montrent multiples, contextuelles, labiles, toujours refaites... Si nous avons un apport historien concevable, en l'affaire, c'est de proposer sur le passé des connaissances suffisamment réalistes et tissées d'intelligibilités pour qu'elles aident les identités sociales à se définir....mais se définir dans l'initiative et dans le projet.

Sortir du fantastique social ne suppose pas qu'on contourne ou refuse ce thème de l'identité. Nous ne pouvons pas désertir le jeu qui se joue sur ce terrain, qui prend nécessairement le chemin de narrations et d' *imagined communities* (selon le titre d'un livre de Benedict Anderson), et qui conflue de tant de façons dans les pratiques culturelles, porteur potentiel de tant de questions au passé. On a plutôt à rendre ce jeu plus réaliste, et pour cela conjoindre la réflexion sur nos identités à celles sur l'altérité, la pluralité, l'universalité. L'altérité est dans le paysage même de l'identité. Qu'elle n'y soit que comme repoussoir, à sa marge, est délétère, et trompeur. Et l'Autre est aussi un Nous, qui n'est pas nous. Une idée d'universalité peut coiffer et protéger la pluralité des sociétés et des cultures, reconnaissant et relativisant les identités singulières.

Les appartenances sociales reposent sur un jeu vif, sur un répertoire de possibles. C'est ce jeu et ce répertoire qu'une éducation historique peut offrir à la vue et au commerce intellectuel. L'affaire du savoir historique n'est pas de légitimer ni d'imposer des définitions durcies et splendidement isolées en ratifiant les discours

idéologiques et les fantasmes du jour - son principe est à l'inverse ! Mais l'usage de références historiques est une pratique de symbolisation utile et spontanée des êtres individuels et collectifs. Etant vitale, elle varie avec les situations, toujours à refaire. Il n'est donc pas indiqué de figer cet usage, ni de le refuser - mais plutôt de le préparer et de l'alimenter par un vrai commerce avec des connaissances fondées, et de le doubler toujours d'un désir d'intelligibilité.

4. Plusieurs espaces publics

L'insertion dans les liens sociaux se joue et se rejoue à bien des niveaux. La capacité d'un enseignement historique à la nourrir réside à tous les niveaux suffisamment publics pour être abordables à l'école et à tous ceux où il est possible de dire et de penser « nous ». Cette façon de mobiliser l'histoire à divers niveaux, de façon enfin délibérée, peut servir le traitement des points sensibles qu'on a relevés, chaque niveau servant par concurrence à dégriser des autres. Quatre espaces publics au moins sont concevables, où faire jouer les façons, médiatisables par le commerce historique, de pratiquer les intersubjectivités, et où faire gérer l'altérité du même pas que l'identité.. Cette pratique à plusieurs niveaux affronte bien sûr la question du libellé des programmes, mais elle ne lui est pas foncièrement liée, car elle peut affleurer dans beaucoup de questions, même très classiques, puisque cette posture vient des réalités d'aujourd'hui, non de « l'histoire » .

Le niveau mondial aujourd'hui s'impose et devient possible, puisqu'apparaît l'ingrédient décisif : des occasions de dire et de penser « nous » à l'échelle de la planète (conscience d'une menace sur l'environnement et de risques pour l'espèce, participation médiatique à une « actualité », notions comme celle de crime contre l'humanité, mise en circulation des sens sociaux et de formes culturelles.). En outre, l'analyse des situations politiques, économiques, intellectuelles.. est souvent judicieuse à l'échelle mondiale. Soit un vrai niveau d'interactions, d'intersubjectivités et d'intercommunications. L'histoire vécue aujourd'hui est devenue mondiale et pose un lot nouveau de questions au passé, comme tout changement de situation.

En faire une histoire racontée est un défi, qu'il faut laisser mûrir, mais... en y pensant déjà. Le progrès des recherches historiques depuis un demi-siècle a beaucoup enrichi nos données sur de nombreuses sociétés dans l'espace et dans le temps, mais cette richesse, pour l'instant, détruit surtout les vues simplistes d'une modernisation du monde orchestrée par l'initiative occidentale. Les nombreuses histoires « d'ouverture » ou de « fermeture » des pays non européens qui ont peuplé jadis et naguère nos manuels cèdent la place à des histoires de « malentendus productifs » où chaque partenaire mettait son idée et sa gestion des choses, et doivent se compléter d'histoires de développements endogènes antérieurs. C'est actuellement inconfortable si l'on veut raconter l'histoire du monde en un seul récit, mais c'est tonique intellectuellement.

Il y a aujourd'hui des projets politiques qui mûrissent à des niveaux continentaux, qui peuvent eux aussi faire penser « nous » et interroger le passé à partir de cette nouvelle « communauté de communication » - l'Europe en montre un cas. Il y a plus encore aujourd'hui des expressions identitaires vives et agressives au niveau des « civilisations », et la « mondialisation » ne peut que les exacerber, comme idéologies et comme stratégies. Nous retrouvons ici le front sans doute le plus aigu des ambiguïtés et

des « points sensibles » relevés plus haut . On a des mondes à reconnaître et à connaître, des réalités de longue durée telles que Braudel les a magnifiées (5). On a là aussi le terrain le plus piégé et le plus fantasmagique de l'illusion identitaire (6) Il sera nécessaire de voir jouer les « civilisations » comme des répertoires souples et variés, animées par des sociétés dans des situations vécues, et d'en retailler fréquemment les cadrages et les confluences.

L'espace national reste puissamment ouvert au service historien. Il est encore le niveau le plus intensément politique, celui donc où se joue la plus dense connivence (même conflictuelle) dans des institutions, des débats, des gestions de décisions, des entreprises, des héritages, des prévisions, des projets. C'est l'espace du plus gros « bassin mémoriel » des adultes, et des pratiques culturelles vitales les plus courantes. Tout cela se nourrit vivement à la connaissance historique.

Le niveau local est celui d'un monde quotidien sensible, celui d'une administration de certaines choses, celui des relations interindividuelles (éventuellement fermées), du paysage vu. Sa pratique historique n'est pas facilement prévisible dans un programme, surtout si l'on a des lieux qui ne viennent pas de loin dans le temps et où se réunissent des morceaux de société, d'imaginaires et d'expériences, et où les consciences historiques et les symbolisations à l'œuvre s'improvisent au sein des situations vécues.. Mais cet espace public n'en existe pas moins, et c'est l'espace des élèves à qui nous proposons de l'histoire. Si l'histoire est connivence, elle doit trouver moyen de l'être là aussi. Et si elle est connaissance, elle doit pouvoir servir là aussi.

- (1) cf la mise au point dense d' Olivier DOLLFUS, *La mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997
- (2) cf "Du culturalisme comme idéologie. Entretien avec Jean-François Bayart », *Esprit*, avril 1996, p.54-71
- (3) Pierre NORA (dir.), *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 7 volumes, 1984-1993
- (4) Immanuel WALLERSTEIN (dir), *Open the Social Sciences*, 1995, publié aujourd'hui en diverses langues
- (5) Fernand BRAUDEL, *Grammaire des civilisations*, Paris, Flammarion et Arthaud, 1987 (C'est la reprise des chapitres d'un manuel écrit par le maître au début des années 60 pour un éphémère programme de Terminales)
- (6) cf Jean-François BAYART, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996.

SUMMARY - A double standard of knowledge and mutual understanding governs history. Today, this old challenge finds new young days. We must accept it at four levels together, from the local spaces to the world.